

# 10 thèses sur le travail migrant

## Coordinamento per lo sciopero del lavoro migrante in Italia

---

1. Dans ce pays, comme dans toute l'Europe, les migrants ne sont pas seulement une partie de la population d'importance croissante, numériquement ainsi qu'en termes de production et de la force de travail : les migrants ont pris partie avec tous les travailleuses et travailleurs aux luttes et aux grèves pour la défense des droits du travail. Aujourd'hui, aucune lutte pour les droits du travail ne peut plus ignorer la centralité du travail des migrants.

2 La législation sur l'immigration fait partie de la législation du travail. Introduite par la loi Turco-Napolitano, la loi Bossi-Fini, avec le «contrat de séjour» subordonné au travail, a créé - à côté des nombreuses figures de la précarité du contrat - des travailleuses et des travailleurs qui peuvent faire l'objet de chantage parce que précaires même du point de vue du droit de séjour : celui qui perd le travail perd également son permis de séjour. La loi Bossi-Fini a ainsi affaibli le travail lui-même.

3. Le prétendu «paquet sécurité», comme la loi Bossi-Fini, est l'une des réponses du gouvernement à la crise dont le prix est payé par les travailleurs. Le racisme institutionnel avec lequel le gouvernement s'exprime et la clandestinité qu'il contribue à créer rendent les migrants encore plus fragiles.

4. La crise est générale et ne fait pas de différence selon la couleur de la peau. Tous en paient le prix, migrants ainsi qu'italiens. Mais les migrants, en outre d'être exclus de la plupart du filet de la sécurité sociale, peuvent être expulsés. De plus, le racisme institutionnel sert à diviser les travailleurs, en essayant de convaincre certains d'être «protégés» pendant que d'autres sont jetés hors du travail et du pays (alors que les propriétaires poussent au-delà des frontières leur capital pour exploiter le travail migrant "à la maison"). Le racisme institutionnel indique donc des ennemis vers le bas pour étouffer toute revendication vers le haut.

5. Les centres d'identification et d'expulsion (ex CPT) sont un exutoire pour le marché du travail: lorsque la demande baisse, la main-d'œuvre migrante en excès est rendue illégale (perdre l'emploi signifie perdre le permis de séjour) et éjectée. L'augmentation du temps de détention est expliquée par la crise : les migrants peuvent subir une interdiction de territoire de six mois avant d'être renvoyés à la frontière.

6. La clandestinité n'est pas combattue mais produite. Ceux qui perdent l'emploi perdent également le permis de séjour. En outre, de plus en plus ceux qui ont le droit de séjour, en raison des longs délais d'attente pour le renouvellement, se trouvent dans un état indéfini entre la régularité et l'irrégularité. Par conséquent des figures de travail informel et sans aucune protection contractuelle et juridique se développent. Le travail informel des immigrés est un modèle de la déstructuration et informalisation progressive de tout le travail qui répond uniquement à la règle de l'équilibre des pouvoirs entre les employeurs et les travailleurs. Pour cette raison, la plupart des expulsions n'est pas exécutée, mais produite seulement pour des hommes et des femmes encore plus susceptibles au chantage.

7. Le travail domestique et le service de soin et assistance effectué par les femmes migrantes est le moment le plus évident de ce processus. Il montre (et l'amnistie-arnaque conçues uniquement pour les soignants le confirme) que le système de production et de reproduction sociale ne peut pas faire abstraction du travail migrant ; que la division sexuelle du travail qui laisse aux femmes les travaux domestiques et de soin est institutionnalisée et salariée ; que la défense du marchandage n'est plus suffisante. Il est nécessaire de trouver des moyens de lutte à la hauteur du processus d'informalisation du travail.

8. Le resserrement des critères pour obtenir le regroupement familial et la citoyenneté et les contraintes pour obtenir des logements sociaux ont pour effet d'autoriser à séjourner en Italie uniquement les travailleuses ou les travailleurs isolés, forcés à un séjour temporaire. Celui qui reste doit savoir que l'avenir est marqué : les enfants doivent accepter les pratiques racistes liées à l'accès à l'école qui les empêchent de sortir de la condition ouvrière. De plus, les travailleuses et les travailleurs n'auront pas de retraite. Face à la crise, la stratégie du gouvernement est celle de minimiser les coûts sociaux du travail. Une stratégie qui explique pourquoi, en cas d'expulsion ou d'abandon choisi de l'Italie, les migrants ne peuvent pas récupérer les cotisations versées. Les migrants anticipent une attaque globale sur les restes de l'aide sociale qui couvre tous les travailleurs

9. Face à tout cela est nécessaire non seulement s'opposer au licenciement et aux contrats distincts, mais aussi inclure dans les prochaines mobilisations pour les droits du travail le mot d'ordre de la suspension de la loi Bossi-Fini et la régularisation de tous les migrants. Les luttes des migrants doivent entrer dans les lieux de travail et faire partie d'une seule lutte réunissant tous les travailleurs.

10. La crise prépare à une restructuration complète des relations de travail. Son prix n'est pas seulement que les travailleurs sont facturés aujourd'hui avec des pertes d'emploi pour chômage technique et licenciements, mais aussi une nouvelle atteinte à leurs compétences organisationnelles et à leur puissance. Cette partie se joue aujourd'hui sur la peau des migrants. Cela nécessite une réponse forte contre le racisme et la loi Bossi-Fini: une grève des travailleurs migrants ainsi qu'une grève de tous les travailleurs, les italiens et les immigrants